

# Pour une meilleure compréhension mutuelle entre l'Islam et l'Occident

L'Association internationale « Islam et Occident » a son siège à Genève ; le président de son « Assemblée constituante » est le docteur Ma'rouf Dawâlibi son secrétaire général est notre ami Marcel Boisard, auteur de l'*Humanisme de l'Islam* » notre rédacteur en chef est un des fondateurs de cette Association et membre de son Assemblée. L'acte initiateur qu'« Is-

lam et Occident » a cru devoir déclencher, pour assurer une meilleure compréhension mutuelle entre l'Islam et l'Occident est « la révision des manuels d'histoire et l'amélioration du matériel pédagogique ». C'est le meilleur moyen d'éliminer tout déséquilibre qui constitue un mobile promoteur de toute incompréhension entre l'Islam et l'Occident.

L'idée que « le rapprochement entre les peuples consiste à supprimer ou à modifier dans les manuels scolaires les passages de nature à donner aux jeunes des impressions erronées et à susciter chez eux une incompréhension générale des autres pays » date de la seconde moitié du XIXème siècle déjà.

Les aspirations et ambitions qui avaient, en Europe, animé les précurseurs de la révision des manuels scolaires réapparurent dans les objectifs et les méthodes de travail fixés par l'Unesco.

Même si elle considère son rôle comme celui de promoteur, diffusant des idées et encourageant des initiatives, cette organisation internationale poursuit une action originale et fructueuse, qui a permis de dégager progressivement un certain nombre de propositions concrètes dans un domaine où l'évolution avait jusqu'ici été réalisée de façon pragmatique, sans que des fondements méthodologiques eussent été posés.

Le préambule de la constitution de l'Unesco déclare que la défense de la paix se construit dans l'esprit des hommes. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (art. 26) de 1948 proclame, sans en préciser les modalités, que l'éducation doit promouvoir la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations, les groupes raciaux et religieux et doit renforcer les activités des Nations Unies dans le maintien de la paix. La coopération internationale par l'éducation demeure, surtout dans les domaines de l'histoire, de la géographie et des sciences sociales, l'une des préoccupations constantes de l'Unesco, du Conseil de l'Europe, de la plupart des gouvernements et de nombreuses associations privées. Le

champ de travail s'est progressivement élargi, avec les mutations de la communauté mondiale, pour atteindre ses limites présentes qui sont universelles et débordent le cadre strictement occidental ou européen qui avait été jusqu'alors respecté. Force est toutefois de constater que peu d'initiatives ont été prises jusqu'à ce jour, pour favoriser une meilleure compréhension entre musulmans et occidentaux (1).

L'enseignement de l'histoire jouit dans ce contexte d'une position privilégiée mais délicate, car elle est une science humaine, réclamant une fidélité scientifique dont la subjectivité n'est jamais totalement exclue. C'est en revanche elle qui, dans la formation scolaire globale, influe le plus vivement peut-être sur la représentation que les jeunes générations se feront des pays étrangers et des rapports internationaux. Certes, l'école n'est pas l'unique instrument formant une opinion publique, même si elle joue un rôle important en s'adressant à de futurs citoyens. Elle paraît souvent s'affirmer comme la gardienne d'une tradition nationale et, corolairement, comme le miroir des clichés culturels et des préjugés déformants de toute société secrète. A eux seuls, la révision des manuels scolaires et l'établissement d'une collaboration internationale pour l'amélioration du matériel pédagogique ne suffiront pas à corriger les illusions faussées, ni les mythes absurdes qui se transmettent de génération en génération.

La position de l'histoire (2) est sans doute particulière, car elle représente une discipline empirique exigeant des enseignants une reconstitution imaginative de la réalité humaine passée, sur la base de sources documentaires. Cette quête de la connaissance historique est un mélange d'objectivité, lorsqu'elle rapporte

(1) Le « projet Majeur Orient - Occident » initié par l'UNESCO paraît viser des objectifs très différents, beaucoup plus larges et généraux.

(2) voir BOISARD, Marcel A. : « Better Understanding in Europe through the Teaching of History in the light of the Final Act of Helsinki » East European Quarterly - Colorado University - vol. XIII, No 3, 1979, pp. 339 à 372, dont la partie théorique de ce rapport s'inspire largement.

des faits, et de subjectivité, lorsqu'elle tente de les expliquer et de les interpréter.

Dans l'immédiat, il s'agit de fixer une stratégie qui ne se limiterait plus à la seule critique des manuels scolaires, mais tenterait aussi de dégager ce qu'un jeune citoyen national d'un pays donné devrait connaître du rôle des autres nations et cultures, en fixant des objectifs généraux à son apprentissage cognitif et affectif et à la formation de son attitude vis-à-vis de l'étranger.

L'historien recherche la vérité scientifique, mais il ne saurait demeurer indifférent aux problèmes de l'époque contemporaine. Si, par le passé, l'historiographie européenne a parfois eu tendance à magnifier l'esprit nationaliste, voire à glorifier l'héroïsme militaire, elle devrait maintenant viser toujours davantage à souligner ce qui unit les diverses cultures, mettant l'accent sur l'interdépendance et la solidarité des peuples. Un champ de vision plus large s'impose dans la rédaction des manuels, le choix des programmes et la formation des enseignants. Il implique la nécessité de procéder à une sélection rigoureuse mais plus sensible des faits, afin de présenter mieux l'histoire et la culture des autres peuples. La règle d'action la plus adéquate est celle qui fait appel à la collaboration internationale (3). Au sein de celle-ci, l'échange de critiques, la remise en cause des conceptions traditionnelles, l'abandon des mythes, des préjugés et des stéréotypes devraient permettre d'approcher une image véridique des faits et des influences, par un processus de correction permanente.

Les principales erreurs contenues dans les manuels scolaires ont été identifiées grâce au travail réalisé depuis plusieurs années. Elles sont d'ordres divers : description inexacte des événements reposant sur des documents vieillis ou désuets ; reprise de stéréotypes qui se transmettent de génération en génération, comme partie d'une opinion dominante erronée ;

simplification excessive ; interprétation abusive, due à l'usage de termes plus affectifs que scientifiques ; désignation de faits isolés de leur contexte historique ou, encore, exposé unilatéral du point de vue d'une des parties à l'événement ; omissions, volontaires ou fortuites, d'événements positifs ou «normaux», alors que l'oubli de faits défavorables aux peuples étrangers est moins fréquent ; présentation déséquilibrée des textes, etc...

Les déformations — comme les préjugés — sont vraisemblablement propres à chaque science humaine empirique. Inhérentes à tout jugement individuel, elles ne sont pas nécessairement la conséquence d'une volonté vicieuse, ni toujours l'expression d'un désir politique de nuire. Les préjugés ne peuvent pas être aisément éliminés des études historiques. Peut-être d'ailleurs n'est-il pas nécessaire de les tenir, car leur présence stimule l'échange et le débat. L'essentiel reste de savoir qu'ils existent, de les identifier et de les localiser, pour en discuter.

A l'heure présente, plus que les préjugés et les déformations frappant certains aspects spécifiques de l'histoire des autres peuples, c'est sans doute un déséquilibre général dans les manuels scolaires qui paraît le plus nuisible. Pour des raisons historiques objectives et des motifs sentimentaux et subjectifs, l'historiographie européenne a été fortement marquée par un double ethnocentrisme : de l'Europe vis-à-vis du monde, et des grandes puissances par rapport aux petites nations.

Dans les programmes d'enseignement nationaux de l'histoire en Europe, les déformations et les stéréotypes sont, en effet, moins graves que les omissions. Le problème capital est celui du déséquilibre. Les effets de cette présentation asymétrique sont multiformes. Les pays issus de cultures étrangères risquent presque inévitablement d'apparaître seulement en temps de crise politique ou d'événements saillants.

(3) BODEN, Philip K. : Promoting International Understanding through School Textbooks. Braunschweig (Georg Eckert Institute) 1977. 54 pages.